

Défaillances en hausse sur l'ensemble du tissu économique français :

Accélération des défaillances des grandes entreprises (+15,7%)

70% des entreprises en redressement judiciaire subissent in fine une liquidation

- En l'absence des leviers investissement, consommation et exportations, Euler Hermes a revu son scénario de croissance du PIB à la baisse pour la France en 2013 (-0,3%) et en 2014 (+0,4%).
- Le volume de défaillances se maintient à un niveau très élevé (61 250 défaillances sur douze mois à fin mai 2013), proche du dernier point haut de 2009, et touche plus particulièrement les grandes entreprises sur la période récente (+15,7% pour les entreprises de plus de 15M€ de chiffre d'affaires sur les cinq premiers mois de 2013¹).
- Les difficultés des entreprises se traduisent - outre une poussée des procédures de sauvegarde (+13,9% sur les cinq premiers mois de 2013¹) - par une proportion croissante de liquidations judiciaires.

I. Après le repli de la consommation et de l'investissement, les exportations - qui représentaient le dernier moteur croissance - sont en perte de vitesse.

« En raison de la contraction généralisée des principales composantes de l'activité, nous avons revu à la baisse nos prévisions de croissance à -0,3% pour l'ensemble de l'année 2013, explique Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes. Il faudra attendre 2014 pour renouer (modestement) avec la croissance (+0,4%), grâce à une reprise des exportations puis, plus graduellement, de la consommation ».

La faible confiance des ménages pèse sur la consommation privée. La hausse du taux de chômage (qui atteindrait 11% en 2014) et le repli du pouvoir d'achat des ménages seront des facteurs baissiers pour la consommation privée en 2013 (-0,2%) avant une légère reprise en 2014 (+0,2%), soutenue par un niveau encore élevé d'épargne.

L'investissement des entreprises reste en berne. La pression fiscale sur les entreprises n'a cessé d'augmenter depuis 2010 et l'incertitude autour des nouvelles mesures devraient continuer de peser sur les perspectives d'investissement des entreprises (-2,3% en 2013 et -0,1% en 2014). La confiance des industriels reste par ailleurs déprimée depuis plus d'un an, alors que les marges des entreprises demeurent au plus bas depuis 1988. Enfin, l'allègement des charges sociales en 2014 suite au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) s'annonce limité, en l'absence d'une politique ciblant les secteurs porteurs, exposés à la concurrence internationale.

Les exportations montrent des signes d'affaiblissement. La demande extérieure sera très limitée en 2013, en raison de la faiblesse de la demande des pays voisins, entraînant une chute des exportations françaises (-0,5%). En revanche, la reprise plus marquée attendue en Allemagne et la moindre contraction de l'activité dans les pays périphériques en 2014 devraient permettre un rebond sensible des exportations en 2014 (+1,3%).

II. La poussée des défaillances se diffuse à l'ensemble du tissu économique, avec un tempo très élevé pour les entreprises de grande taille.

En France, les défaillances d'entreprises restent en progression à l'issue des cinq premiers mois de 2013, avec plus de 26 600 cas depuis le début de l'année (+0,8%) et plus de 61 250 sur douze mois (+3,8%). Un bilan proche des points hauts de 1993, de 1996 et de 2009, qui conforte notre perspective d'une hausse des défaillances sur l'ensemble de l'année 2013 (+2% à environ 62 200 cas), avant, au mieux, un léger repli en 2014 (-1% à 61 800).

¹ En glissement annuel

Si la tendance est à la hausse pour toutes les tailles d'entreprises, ce sont surtout les grandes entreprises qui enregistrent une forte progression des défaillances. « Sur les cinq premiers mois de l'année 2013, les entreprises de plus de 15 M€ de chiffre d'affaires affichent une hausse de la sinistralité de +15,7% et celles de plus de 200 employés de 33,3%², souligne Nicolas Delzant, président du directoire d'Euler Hermes France. En raison de l'effet domino qui pèse sur la chaîne des sous-traitants, il est d'autant plus essentiel de sécuriser son risque d'impayés. »

Depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires cumulé des 15 plus grosses défaillances françaises atteint 2,7 Mds € :

ENTREPRISE	RJ / LJ / SAUV.	CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)
KEM ONE	MARS 13	700 000
GAD SAS	FEVR. 13	459 223
VIRGIN STORES	JANV. 13	304 947
GROUPE CONTINENTALE NUTRITION	MAI 2013	270 201
HUIS CLOS	MAI 2013	146 473
GROUPE AXSOL TWINTEC	JANV.-13	100 000
GOSS INTERNATIONAL FRANCE	AVR. 13	96 927
MULTITEC	MARS 13	86 886
DISTRIBUTION PAYS DE L'OUEST	JANV. 2013	79 103
SPANGHERO SAS	FEVR. 13	78 922
BIJOUX GL	FEVR. 13	75 115
OXXO	FEVR. 13	72 196
YVANBEAL	MAI 2013	59 610
PHONE AND PHONE	MAI 2013	54 032
MANUFACTURE DE PRODUITS D'HYGIENE	JANV. 13	51 851
TOP 15		2 635 496

Plus de 75% des régions hexagonales ont connu une remontée des défaillances sur les douze derniers mois à fin mai 2013. La tendance est ainsi à la hausse dans 17 régions de l'hexagone, avec une progression notable, et en accélération par rapport au bilan à fin avril, en Champagne-Ardenne (+14,4%), en Pays de la Loire (+14,7%) et en Auvergne (+26%). Dans les autres régions, le rythme de baisse des défaillances s'est considérablement réduit. Au total, la moitié des régions affichent à fin mai un niveau annuel de défaillances supérieur à celui constaté en 2009. (Cf. *Carte de France des défaillances ci-après.*)

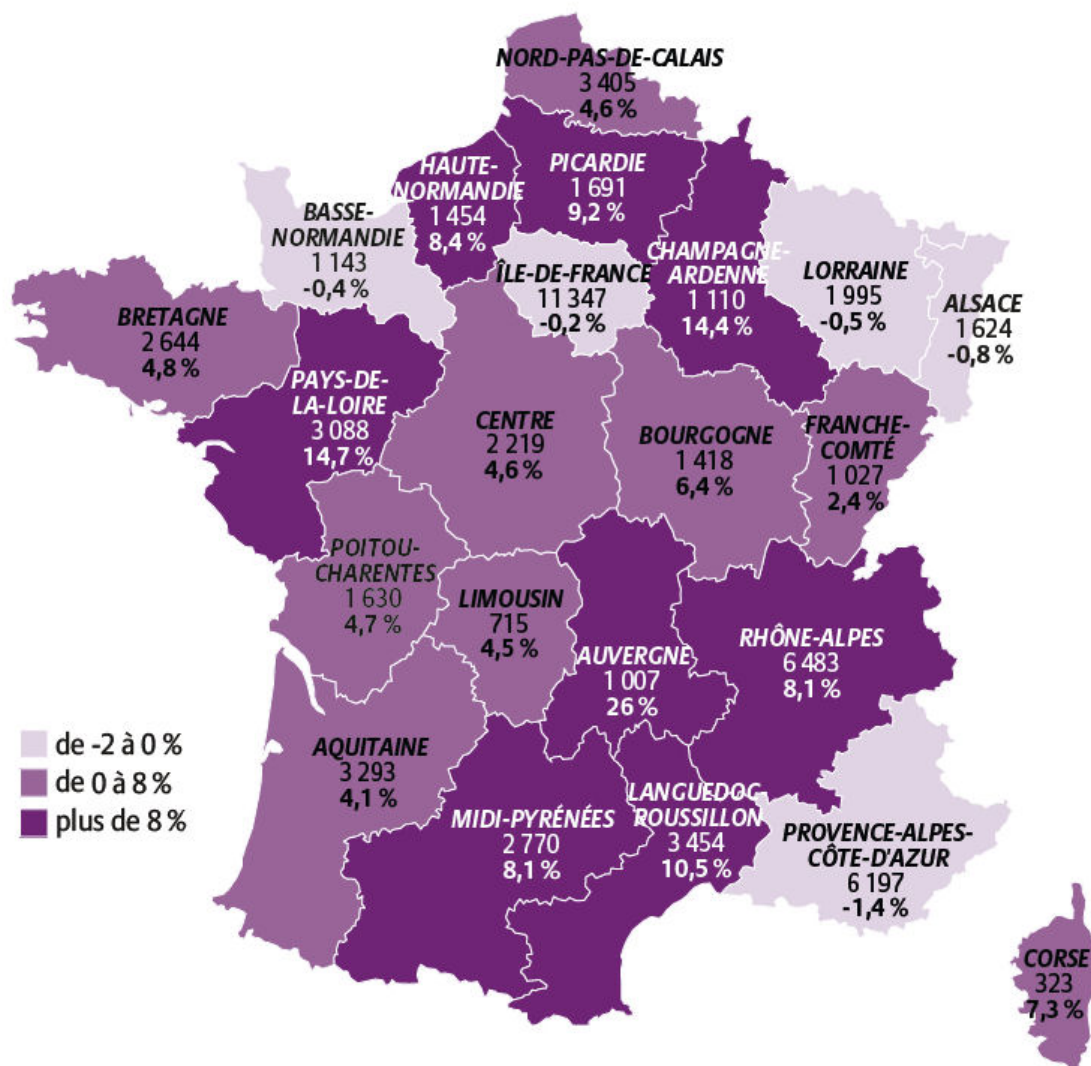
Sur les 5 premiers mois de l'année, ce sont 11 régions de l'hexagone qui ont affiché une poussée des défaillances, avec un rythme de hausse important pour quatre d'entre-elles : les Midi-Pyrénées (+11,8%), la Haute-Normandie (+11,9%), l'Auvergne (+16,2%) et les Pays de la Loire (+23,3%).

La remontée des défaillances d'entreprises s'opère de plus en plus par les liquidations judiciaires et par les procédures de sauvegarde. Les chiffres par type de premier jugement d'ouverture d'une procédure collective confirment deux évolutions face au regain de difficultés des entreprises : d'une part, une reprise des liquidations (+5,6% sur les douze derniers mois à fin mai) c'est-à-dire du nombre d'entreprises dont la situation s'avère bien trop dégradée pour envisager une issue favorable avec la mise en place d'une procédure de redressement. D'autre part, la montée en puissance de la procédure de sauvegarde, procédure plus en amont des difficultés, s'avère sur la période récente, plus utilisée qu'au moment du pic de défaillances de 2009 - même si elle ne concerne encore, en termes relatifs, qu'un nombre limité d'entreprises en difficultés (2,6% du total des procédures). Les procédures de redressement judiciaire sont en léger recul (-1% sur les douze derniers mois) mais elles aboutissent plus souvent à un jugement de liquidation.

L'examen de la période 2006-2010 montre que plus de 70% des entreprises entrées en redressement judiciaire ont finalement dû subir une liquidation à plus ou moins courte échéance. De même, la suite donnée aux sauvegardes a aussi été une mise en liquidation dans 37% des cas (directement dans près d'un quart des cas et après un redressement judiciaire dans 13% des cas). Autrement dit, le taux de liquidation judiciaire en fin de parcours en procédures collectives demeure aujourd'hui plus élevé qu'avant la crise.

² En glissement annuel

Nombre de défaillances par région et en % de variation (cumul 12 mois à fin mai 2013 en glissement annuel, hors DOM TOM).



Source : Euler Hermes

Contacts presse :

Euler Hermes France - Lise De Maeseneire

01 84 11 44 29

lise.demaeseneire@eulerhermes.com

Ogilvy PR - Lorenzo Ricci

01 53 67 12 83

lorenzo.ricci@ogilvy.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client. Sa mission est de prévenir le risque client en France comme à l'international, de recouvrer les créances impayées et d'indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste client et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,4 milliards d'euros en 2012.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2012, le groupe garantissait pour 770 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.fr – Twitter : @eulerhermes

Membre d'Allianz 